

« Affaire Heidegger » ou affaire typiquement française ?

Jean-Pierre Labrousse

Auteur d'une philosophie de l'Histoire, la seule qui me semble véritablement construite dans le monde de la philosophie où, depuis toujours, les auteurs se contentent d'une approche critique des événements, à la manière de Kant, ou bien d'une annexion des faits humains par une logique rudimentaire, comme chez Hegel, Auguste Comte ou Marx, j'ai été directement confronté à la polémique relative à Heidegger. Le problème me fut posé de savoir si Heidegger avait été réellement un penseur officiel du nazisme alors que, pour moi, la lecture de ses œuvres avait été à ce point libératrice de ma propre recherche et, à partir de là, dans l'optique de mon travail, de toute réflexion novatrice un tant soit peu sérieuse sur l'Histoire. Je ne pouvais que me demander, avec la plus grande angoisse, si sa pensée, si féconde pour aider à comprendre l'Histoire avait pu, simultanément, conforter le nazisme dont l'orientation, selon mon point de vue, est un non-sens historique absolu en même temps que la négation tragique et illusoire de l'humain.

La résolution de ce problème fut extrêmement coûteuse en temps et en énergie. Mon premier mouvement consista à me demander si j'avais effectivement bien saisi la pensée du maître, ce qui m'obligea à le relire maintes fois. Mon deuxième mouvement fut d'analyser, une fois les certitudes acquises dans mon interprétation, s'il n'y avait pas en moi une forme de totalitarisme caché alors même que tous mes propres écrits aboutirent à interpréter l'Histoire à partir d'une éthique fondamentale et d'un humanisme laïc. C'est alors que l'on

songe à détruire son œuvre personnelle plutôt qu'à prendre le risque de laisser passer, ne serait-ce que pour soi, quelque pulsion totalitaire cachée. Cette démarche oblige donc à opérer une critique radicale de son propre travail tout en restant, au bout du compte, toujours tenaillé par le doute. Dans un troisième temps, qui ne survient qu'à cette place tout simplement parce que, a priori, nous avons confiance dans ce qui s'écrit par d'autres et se publie, vient le travail d'éclaircissement sur les arguments de la polémique. Cette tâche exige alors de devenir historien pour se représenter, dans son contexte, le cas Heidegger comme s'il s'agissait d'un personnage tout à fait lointain à l'exemple d'autres cas comme ceux d'Alcibiade, de Catilina ou de Robespierre. Comme chacun sait, cette tâche n'est pas des moindres.

Au bout de ce parcours - exténuant parce qu'il s'avère sans fin et inutile -, il m'est apparu que ces écrits et déclarations présentant la pensée de Heidegger, et aussi l'homme, comme un pilier philosophique du nazisme relevaient d'une machination. Autrement dit, ceux qui veulent brûler Heidegger au nom du combat légitime contre le totalitarisme, se rendent coupables d'utiliser, selon cette accablante rechute de l'Histoire, les moyens identiques à ceux de la *Propaganda Staffel* du régime nazi avec falsification des faits, amplification d'anecdotes non vérifiables au rang de vérité significative et distorsion la plus grossière de la pensée réelle.

Mais ce type de machination, comparé à ceux des régimes totalitaires, est bien plus tenace en démocratie dans la mesure où chacun, tout comme moi-même, admettra comme digne de confiance tout ce qui s'y publie puisque le débat y est libre. Sur ce point, fort heureusement mais seulement au final, les dictatures rencontrent toujours leur limite à partir du moment où tout discours est identifié comme douteux car émanant d'une idéologie omnipotente. En démocratie, rien de tel : tout discours paraît signé au nom de la liberté et tout le monde tend à croire en sa sincérité puisque la critique a pu accomplir son

œuvre ; alors, tout mensonge dispose de la force de la vérité et il survit d'autant plus insistant et pernicieux.

S'il y a machination, elle n'a pas encore pris la forme d'un complot ; elle demeure la simple convergence d'interventions diffuses émanant d'individualités non étroitement liées sur le plan personnel ou politique. Mais des intérêts sont forcément à son origine, et qui organisent leur défense. En l'occurrence, celle-ci consiste à préserver des privilèges universitaires mal fondés, à masquer une grave incapacité intellectuelle en refoulant *sine die* la prise de conscience d'elle-même.

Car, en définitive, l'origine de la polémique réside là, dans cette incompréhension de la philosophie, faiblesse séculaire des intellectuels français, et non pas celle de Heidegger seulement mais de toute la philosophie en général. Cet aveuglement persistant, l'incapacité à revenir au questionnement philosophique fondamental, provient d'un statut universitaire confortant - à la fois par les titres, les prébendes et les projecteurs médiatiques - une poignée d'intellectuels quelconques comme penseurs philosophes à perpétuité. Autrement dit, il serait insupportable, à ceux qui en tirent les bénéfices, d'en venir à admettre que la bouillie intellectualiste qu'ils servent ne serait autre qu'un succédané de philosophie, un galimatias à prétention philosophique. De surcroît, sous leur dépendance, survit tout un système plus vaste avec diplômes, promotions, cooptations et production de cohortes d'enseignants destinés à initier les jeunes esprits. C'est comme si l'ordre des médecins devait apprendre, qu'au lieu de contribuer à soigner, il organisait l'empoisonnement de ses patients comme aux temps de Molière.

C'est précisément la prise de conscience de leur incapacité que les auteurs de la machination récusent en brûlant la pensée de Heidegger. C'est l'histoire du suspect qui tente d'assassiner l'enquêteur. Mais le suspect sait au moins qu'il est coupable. Dans cette ambiance universitaire si typiquement française, nos

pseudo philosophes croient vraiment, avec le plus souvent force d'arrogance, incarner la vraie philosophie. S'ils s'avisent de se lancer sincèrement dans la lecture de Heidegger, ils finissent par risquer de deviner que, en réalité, toute leur intellectualité - leur fonds de commerce en quelque sorte - repose sur des contresens, des altérations considérables des textes philosophiques de l'Antiquité grecque jusqu'à nos jours, sur un discours approximatif officialisé par eux-mêmes. C'est que notre université, sans le savoir, parce que complètement dépourvue d'une critique de sa propre histoire, faute de débat démocratique continu, fonctionne comme l'organe d'un régime autoritaire, c'est-à-dire sur la base de la reproduction ancestrale d'un discours médiocre. Ce mauvais pli s'installa dès le régime de la Restauration et quasiment personne n'y prend garde depuis.

Dans cette « affaire Heidegger », il s'agit – en notre démocratie - d'une machination visant à salir un philosophe. Or, comme philosophe, il n'est pas des moindres ; il est sans doute le plus grand de son temps. Il serait légitime de se demander pourquoi une société démocratique tolère un tel acharnement sans même qu'une équipe d'intellectuels, dûment mandatée pour son honnêteté, ne soit invitée à éclairer la question comme ce pourrait être le cas pour évaluer précisément les crimes contre l'humanité commis par les autorités françaises à l'encontre des juifs, de la Résistance et, plus tard, des Malgaches ou des Algériens. Il faudrait également se demander pourquoi un tel acharnement sur un philosophe allemand alors qu'il y aurait d'abord tant à dire sur un certain nombre de personnalités françaises compromises avec les totalitarismes.

Un philosophe allemand ? Qu'en est-il, de son image, en Allemagne justement ? Rien. Il y règne une plus large indifférence à sa pensée, même à Fribourg. Quand l'« affaire » française y est évoquée, il sera cependant possible d'apercevoir, de la part de ceux qui en ont perçu quelques lointains échos, un sourire ironique sur ces attaques de penseurs inconnus qui, aux premiers propos,

trahissent leurs carences intellectuelles. Du côté de l'Angleterre ou des Etats-Unis, le sourire est identique. Il resterait bien l'Italie et quelques capitales d'Amérique Latine. Mais, dans ces espaces, beaucoup croient encore qu'une carrière universitaire brillante passe par les rites de la scène française.

Briser des lances contre les auteurs de cette machination ? C'est peine perdue d'avance. Le système universitaire national est verrouillé parce que le mode de recrutement ne permet ni aucun pluralisme, ni aucune production un tant soit peu imaginative. Par ailleurs, je ne vois aucunement pourquoi, a priori, un éditeur, même aussi prestigieux que Gallimard, se risquerait à provoquer l'éveil d'une pensée philosophique française. Son métier n'est pas de philosopher à la place de l'université mais de publier ce qui pourra se vendre. C'est bien pourquoi il peut à la fois éditer Heidegger, qui est déjà connu, et refuser un ouvrage pour défendre ce philosophe. De la même façon, et bien davantage, ce n'est pas le rôle des médias qui n'ont pas à initier de débats nouveaux mais seulement à porter au plus loin des échos précis des débats en cours, même quand il s'agit du journal *Le Monde*.

Cependant, si le combat contre cette machination doit être entrepris, il faudra rigoureusement en rejeter certains alliés apparents qui, eux-mêmes, n'auront rien compris à Heidegger. Ceux-là seront pires que les auteurs de cette machination, tant sur le plan intellectuel que moral, car ils voudront honorer Heidegger dans le seul but d'exonérer le nazisme.

Alors quelle ouverture chercher pour ceux qui constatent cette impasse? Ce sera sans doute poursuivre simplement cet excellent travail de traduction des ouvrages de Heidegger et développer le plus honnêtement possible ses propres travaux philosophiques. Il est certain que ce ne sera pas immédiatement gratifiant à cause du silence éditorial et médiatique. Mais à quoi bon vouloir côtoyer aujourd'hui, dans je ne sais quel salon, ces si nombreux dindons à plumage philosophique ? Il vaut mieux choisir de devenir le véritable

philosophe de demain, celui qui saura au mieux se révéler à lui-même son propre temps sans jamais consentir à sacrifier au « On » des élites dominantes.

Sans doute il paraîtrait déjà urgent, pour le bien de la communauté francophone, d'y vouloir rehausser le rayonnement de sa pensée. Mais cela semble encore trop tôt : dans le pré carré national, elle n'a pas encore éprouvé sa terrible décadence. Cette machination non démasquée, entre autres choses, le prouve.

**Jean-Pierre Labrousse,
docteur en philosophie**